

Unité inter-départementale des Hautes-Pyrénées et du Gers
Cellule Risques Accidentels
Cité administrative Reffye
10 rue Amiral Courbet - BP 1708
65017 Tarbes Cedex

Tarbes, le 11/04/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 13/03/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

MAÏS VAL ADOUR

rue de la Menoue
32400 Riscle

Références : 2025-0114-DP
Code AIOT : 0006802768

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13/03/2025 dans l'établissement MAÏS VAL ADOUR implanté Zone Industrielle du Marmajou 65700 Maubourguet. L'inspection a été annoncée le 31/01/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- MAÏS VAL ADOUR
- Zone Industrielle du Marmajou 65700 Maubourguet
- Code AIOT : 0006802768
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'installation implantée dans la Z.I. de Marmajou à MAUBOURGUET, a été autorisée par arrêté préfectoral du 06/07/1999 pour un volume de stockage de céréales de 122 425 m³ (rubrique 2160) et une capacité de séchage de 32 MW (rubrique 2910). Toutefois, seule la première tranche du projet a été réalisée, réduisant ainsi les capacités de l'installation à 63 114 m³ pour le stockage de céréales et 16 MW pour le séchage. Ces nouvelles capacités sont encadrées par l'arrêté préfectoral complémentaire 13/11/2003.

Initialement exploité par la société VIVADOUR, le site a fait l'objet d'une déclaration de changement d'exploitant en novembre 1999 au profit de la société Maïs Val Adour.

Thèmes de l'inspection :

- ATEX

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Consignes et procédures	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 4	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
3	Zonage ATEX	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 9	Demande d'action corrective	15 jours
4	Conformité électrique	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 9	Demande d'action corrective	1 mois
6	Conditions d'ensilage	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 14	Demande d'action corrective	2 mois
8	Dispositifs de protection contre la foudre	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Formation du personnel	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 3	Sans objet
5	Nettoyages des poussières	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 13	Sans objet
7	Systèmes de dépoussiérage	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 15	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le site fait l'objet d'une gestion rigoureuse quant aux procédures et diagnostics techniques à réaliser mais doit traiter les écarts qui en ressortent ou sont apparus lors de l'inspection.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Formation du personnel

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 3
Thème(s) : Risques accidentels, Formation
Prescription contrôlée : L'exploitation doit se faire sous la surveillance d'une personne nommément désignée par l'exploitant et spécialement formée aux caractéristiques du silo et aux questions de sécurité. Le personnel doit recevoir une formation spécifique aux risques particuliers liés à l'activité de l'établissement. Cette formation doit faire l'objet d'un plan formalisé. Elle doit être mise à jour et renouvelée régulièrement.
Constats : L'exploitant a présenté une attestation désignant M. Maurice AUTIGEON comme personne responsable du site. Sur le site trois personnels sont présents dont le responsable de l'installation. Des formations spécifiques aux risques Incendie, Explosion et Poussières (IEP) sont réalisées en Interne avec une périodicité de 2 ans et au minimum une fois en externe par la société LCA Solutions+. Les attestations de formation de M. AUTIGEON datées du 20/02/2025 (Formation interne annuelle renforcée au poste de travail) et du 13/03/2024 (Formation externe LCA Solutions+ aux risques IEP) ont été présentées.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Consignes et procédures

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 4
Thème(s) : Risques accidentels, Consignes et procédures
Prescription contrôlée : Les consignes de sécurité et les procédures d'exploitation de l'ensemble des installations comportent explicitement la liste détaillée des contrôles à effectuer en marche normale, à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien des installations et à la remise en service de celles-ci en cas d'incident grave ou d'accident. Les consignes de sécurité sont tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel. Les procédures d'exploitation sont tenues à jour et mises à la disposition de l'inspection des installations classées. Dans les zones où il existe un risque d'incendie ou d'explosion, il est interdit de fumer. La réalisation de travaux susceptibles de créer des points chauds dans ces zones doit faire l'objet d'un permis de feu, délivré et dûment signé par l'exploitant ou par la personne qu'il aura nommément désignée et par le personnel devant exécuter les travaux.

Constats :

L'exploitant a été en mesure de présenter les consignes générales d'exploitation et de sécurité du silo, ainsi que les fiches de ronde journalières qui reprennent : le cheminement de la ronde, les contrôles effectués sur les céréales, les contrôles de niveau 1 des équipements servant au levage, les contrôles des installations fixes (organes de sécurité, températures, bruits anormaux, vérification des graissages, odeurs de brûlé et tension des transmissions) et le relevé des compteurs d'impact de foudre.

Deux fois par an l'exploitant réalise un contrôle des dispositifs de sécurité des matériels de manutention, ces contrôles sont inscrits dans un registre qui a été présenté le jour de la visite d'inspection. La fréquence biannuelle a été déterminée en fonction de la saisonnalité de l'utilisation des différents équipements.

Tous ces contrôles sont formalisés au niveau des consignes générales de sécurité.

Les vérifications de l'aspiration centralisé donne lieu à des enregistrements des vitesses d'écoulement de l'air sur 3 points de mesure, les évolutions de ces vitesses sont regardées par rapport aux enregistrements précédents.

L'exploitant déclare que le bon écoulement de l'air dans les circuits d'aspiration (absence de colmatage) est contrôlé tous les 6 mois par les mesures des vitesses et tous les jours à l'occasion des rondes en vérifiant l'absence de bruit particuliers. Toutefois, aucune méthode formalisée de contrôle n'a été présentée.

L'exploitant a présenté les permis de travail et les permis feu qui sont correctement renseignés. Par sondage un permis feu a été contrôlé, la ronde de vérification est bien notée après la clôture de l'intervention.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit justifier que les débits d'air sont corrects et formaliser les vitesses de l'aspiration. Il transmettra une note détaillant les méthodes de mesure et de vérification des écoulements d'air.

Type de suites proposées : Avec suites**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant**Proposition de délais :** 2 mois

N° 3 : Zonage ATEX

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 9
Thème(s) : Risques accidentels, Zonage ATEX
Prescription contrôlée : L'exploitant met en place les mesures de prévention adaptées aux silos et aux produits, permettant de limiter la probabilité d'occurrence d'une explosion ou d'un incendie, sans préjudice des dispositions du code du travail. Il assure le maintien dans le temps de leurs performances. Dans les locaux de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendies notamment lorsqu'ils ont été identifiés dans l'étude de dangers, les installations électriques, y compris les canalisations, doivent être conformes aux prescriptions de l'article 422 de la norme NF C 15-100 relative aux locaux à risque d'incendie. Le silo est efficacement protégé contre les risques liés aux effets de l'électricité statique, des courants vagabonds et de la foudre. Les appareils et systèmes de protection susceptibles d'être à l'origine d'explosions notamment lorsqu'ils ont été identifiés dans l'étude de dangers, doivent au minimum : <ul style="list-style-type: none">- appartenir aux catégories 1D, 2D ou 3D pour le groupe d'appareils II (la lettre "D" concernant les atmosphères explosives dues à la présence de poussières) telles que définies dans le décret n°96-1010 du 19 novembre 1996, relatif aux appareils et aux systèmes de protection destinés à être utilisés en atmosphère explosible;- ou disposer d'une étanchéité correspondant à un indice de protection IP 5X minimum (enveloppes "protégées contre les poussières " dans le cas de poussières isolantes, norme NF 60-529), et posséder une température de surface au plus égale au minimum : des 2/3 de la température d'inflammation en nuage, et de la température d'inflammation en couche de 5 mm diminuée de 75°C.
Constats : L'exploitant a été en mesure de présenter le projet de DRPE (Document Relatif à la Protection contre les Explosions). Ce document, daté du 10/07/2024 et réalisé par la société BUREAU VERITAS, mentionne plusieurs non-conformités: <ul style="list-style-type: none">• Présence d'équipements en zone ATEX non conformes, Outillage conventionnel ;• Équipements électroniques portables pas interdit dans toutes les zones ATEX. Le risque ATEX n'est pas affiché dans toutes les zones.. Tout le personnel de production n'est pas sensibilisé au risque des ATEX.• Fiche 2 : Intérieur des élévateurs à godets (EDR1, EDS1 et EEX1) :remplacer les godets métalliques par des godets en matériaux non-étincelants ;• Fiche 3 : Certains équipements électriques ne sont pas accessibles, la vérification que ces équipements répondent aux normes ATEX n'a pas été possible ;• Fiche 6 : Événement des boisseaux BE1, BE2 :Coffret électrique, Arrêt d'urgence, Boîte de dérivation : La température d'auto-inflammation n'est pas précisée ;• Fiche 7 : Les vis d'Archimède ne répondent pas aux normes ATEX.. Absence de détection de bourrage ;• Fiche 8 : Présence d'équipement non conforme aux zones ATEX.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit présenter sous 15 jours son analyse au regard des non-conformités relevées dans le rapport réalisé par la société BUREAU VERITAS, puis son plan d'actions correctives.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 15 jours

N° 4 : Conformité électrique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 9
Thème(s) : Risques accidentels, Conformité électrique
Prescription contrôlée : L'exploitant doit tenir à la disposition de l'Inspection des Installations Classées un rapport annuel. Ce rapport est constitué des pièces suivantes : <ul style="list-style-type: none">- l'avis d'un organisme compétent sur les mesures prises pour prévenir les risques liés aux effets de l'électricité statique et des courants vagabonds ;- l'avis d'un organisme compétent sur la conformité des installations électriques et du matériel utilisé aux dispositions du présent arrêté ; Un suivi formalisé de la prise en compte des conclusions du rapport doit être tenu à la disposition de l'Inspection des installations classées.
Constats : L'exploitant a présenté les rapports de vérification électrique datés du 26/12/2024 et réalisés par la société DEKRA : <ul style="list-style-type: none">• le Q18 présenté conclut que l'installation peut entraîner des risques d'incendie et d'explosion. La non-conformité relevée concerne de la poussière dans les armoires électriques ;• le rapport de vérification électrique au titre du code du travail présente 8 observations ;• le rapport ICPE présente 1 écart. L'exploitant déclare que : les armoires électriques sont régulièrement dépoussiérées ; les observations du rapport de contrôle au titre du Code du Travail ont été levées par la société ALEZ et Cie (justificatif non présenté).
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit corriger les observations/écarts de chacun des 3 rapports ou justifier que ces écarts ont été corrigés. Il présentera une attestation Q18 conforme.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 5 : Nettoyages des poussières

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 13
Thème(s) : Risques accidentels, Nettoyages des poussières
Prescription contrôlée : Tous les silos ainsi que les bâtiments ou locaux occupés par du personnel sont débarrassés régulièrement des poussières recouvrant le sol, les parois, les chemins de câbles, les gaines, les canalisations, les appareils et les équipements et toutes les surfaces susceptibles d'en accumuler. La fréquence des nettoyages est fixée sous la responsabilité de l'exploitant et précisée dans les procédures d'exploitation. Les dates de nettoyage doivent être indiquées sur un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Le nettoyage est réalisé à l'aide d'aspirateurs ou de centrales d'aspiration. Ces appareils doivent présenter toutes les caractéristiques de sécurité nécessaires pour éviter l'incendie et l'explosion. Le recours à d'autres dispositifs de nettoyage tels que l'utilisation de balais ou d'air comprimé doit être exceptionnel et doit faire l'objet de consignes particulières.

Constats : <p>L'exploitant a présenté les consignes de sécurité.</p> <p>La fréquence de nettoyage est adaptée en fonction de l'activité du site. Les opérations de nettoyage sont mises en œuvre en fonction des constatations faites lors de la ronde journalière.</p> <p>Le nettoyage est réalisé soit à l'aide d'un aspirateur ATEX (spécifique pour l'activité de silo, de la marque PHARAON), soit via une colonne sèche reliée à l'aspiration centralisée.</p> <p>L'utilisation du balais est réservée aux céréales entières.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Conditions d'ensilage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 14
Thème(s) : Risques accidentels, Conditions d'ensilage
Prescription contrôlée : <p>L'exploitant doit s'assurer périodiquement que les conditions d'ensilage des produits (durée de stockage, taux d'humidité, température, etc.) n'entraînent pas des dégagements de gaz inflammables et des risques d'auto-échauffement.</p> <p>La température des produits stockés susceptibles de fermenter est contrôlée par des systèmes de surveillance appropriés et adaptés aux silos. Les relevés de température donnent lieu à un enregistrement.</p> <p>Des procédures d'intervention de l'exploitant en cas de phénomènes d'auto-échauffement sont rédigées et communiquées aux services de secours.</p>
Constats : <p>La thermométrie est fixe sur l'ensemble des cellules. Les sondes permettent de contrôler les températures sur différents points dans chaque cellule avec un affichage en direct. La thermométrie fait l'objet d'un enregistrement journalier, celui du lundi est conservé dans les archives.</p> <p>L'exploitant a défini la température optimale de conservation du grain à 10 °C. Cette température est notée dans les consignes d'exploitation.</p> <p>Le taux d'humidité est contrôlé à la réception des céréales, mais aussi lors du passage des céréales dans le séchoir.</p> <p>L'exploitant a présenté la procédure IPV09-12 de stockage et de conservation du grain. L'auto-échauffement du grain est traité par différentes consignes.</p> <p>Lors de la visite, il a été constaté que plusieurs sondes de température sont hors service depuis plusieurs mois dans certaines cellules.</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <p>L'exploitant doit réparer l'ensemble des sondes hors-service pour avoir une thermométrie des cellules pleinement opérationnelle.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 7 : Systèmes de dépoussiérage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 15
Thème(s) : Risques accidentels, Système de dépoussiérage et installation de manutention
Prescription contrôlée : [...] Les systèmes de dépoussiérage et de transport des produits sont conçus de manière à limiter les émissions de poussières. Ils sont équipés de dispositifs permettant la détection immédiate d'un incident de fonctionnement et l'arrêt de l'installation. Les installations de manutention sont asservies au système d'aspiration avec un double asservissement: elles ne démarrent que si le système d'aspiration est en fonctionnement, et, en cas d'arrêt du système d'aspiration, le circuit doit immédiatement passer en phase de vidange et s'arrêter une fois la vidange terminée, ou s'arrêter en cas d'arrêt du système d'aspiration, après une éventuelle temporisation adaptée à l'exploitation. [...]
Constats : Lors de la visite d'inspection l'inspection l'exploitant a déclaré que les systèmes de dépoussiérage et de transport sont munis de capteurs qui permettent d'arrêter la manutention et l'aspiration centralisée en cas de dysfonctionnement. Un test de bon fonctionnement concernant l'asservissement de l'aspiration centralisée avec les dispositifs de manutention a été réalisé. Les dispositifs de manutention s'arrêtent lorsque l'aspiration centralisée est mise en défaut.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Dispositifs de protection contre la foudre

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21
Thème(s) : Risques accidentels, Vérification des protections contre la foudre
Prescription contrôlée : L'installation des protections fait l'objet d'une vérification complète par un organisme compétent, distinct de l'installateur, au plus tard six mois après leur installation. Une vérification visuelle est réalisée annuellement par un organisme compétent. L'état des dispositifs de protection contre la foudre des installations fait l'objet d'une vérification complète tous les deux ans par un organisme compétent. « Toutes ces vérifications sont décrites dans une notice de vérification et de maintenance. « Les vérifications ont notamment pour objet de s'assurer que le système de protection contre la foudre est conforme aux exigences de l'étude technique et que tous les composants du système de protection contre la foudre sont en bon état et capables d'assurer les fonctions pour lesquelles ils ont été conçus. « La réalisation des vérifications conformément aux normes NF EN 62305-3, NF EN 62305-4 ou NF C 17-102 permet de répondre à ces exigences. » Les agressions de la foudre sur le site sont enregistrées. En cas de coup de foudre enregistré, une vérification visuelle des dispositifs de protection concernés est réalisée, dans un délai maximum d'un mois « après un impact de foudre », par un organisme compétent. Si l'une de ces vérifications fait apparaître la nécessité d'une remise en état, celle-ci est réalisée dans un délai maximum d'un mois « après la vérification ».

Constats :

L'exploitant a présenté le rapport daté du 29/07/2024 concernant la dernière vérification complète du dispositif de protection contre la foudre, réalisée par la société LAUMAILLÉ-LUSSAULT.

Le rapport présente une non-conformité relative à la valeur de la résistance de la prise de terre.

L'exploitant déclare que la société LAUMAILLÉ-LUSSAULT doit intervenir pour lever la non-conformité courant avril.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit justifier de la réalisation des travaux de mise en conformité.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois